



Communiqué de presse :

ORPEA, KORIAN et les autres... : la Bourse ou la Vie !

Le scandale n'est pas nouveau de voir les EHPAD privés à but lucratif faire des profits indus au détriment des résidents, maltraités de façon éhontée. Il secoue ORPEA aujourd'hui, mais ce n'est que l'arbre qui cache la forêt.

La publication du livre de Victor Castanet « *Les Fossoyeurs* » libère la parole des familles, des personnels, de cadres, voire d'anciens directeurs d'établissements. Le gouvernement et la direction du groupe ORPEA se livrent à des opérations de communication. L'entreprise fait sauter quelques fusibles, comme il est de coutume dans une telle situation. Le gouvernement annonce qu'il va faire preuve de la plus grande sévérité et diligenter une enquête.

Comment croire en un tel discours alors que, depuis plus de 20 ans, des personnels, des professionnels, des organisations syndicales, des associations, alertent sur la situation des EHPAD, en soulignant combien les conditions de travail imposées aux agents ont des conséquences directes sur la vie des résidents ? Le 30 janvier 2018, toutes les organisations syndicales des secteurs des EHPAD et de l'aide à domicile appelaient à une journée de grève et d'action. Les organisations de retraité·e·s appelaient à soutenir ces initiatives et à participer aux manifestations. Mais ceci n'a pas conduit le gouvernement à modifier la politique suivie et le scandaleux abandon de la « Loi Grand Âge et Autonomie » en septembre 2021 a bien montré le mépris du pouvoir sur ces questions. Il fallait que le secteur pèse le moins possible dans les budgets publics et soit rentable pour les « investisseurs ».

Après la carence des enquêtes menées par les agences de notation et par les ARS, assez de nouvelles promesses, de nouvelles enquêtes, de nouveaux rapports ! Il faut des mesures concrètes pour financer correctement et développer un secteur public dans le cadre d'un grand Service public de l'autonomie ce qui évitera d'ouvrir le « marché de l'or gris » aux capitaux avides de rendements financiers. Il faut des établissements accessibles sur l'ensemble du territoire, avec du personnel en nombre suffisant (permettant d'avoir un soignant par résident) correctement formé et rémunéré. Il faut une prise en charge à 100 % de la perte d'autonomie par la branche maladie de la Sécurité sociale dans le cadre d'un service public de l'autonomie et une diminution sensible du reste à charge concernant les frais d'hébergement. Pour cela 200 000 embauches sont nécessaires dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile. Pour l'ensemble des EHPAD, il faut des contrôles par des services administratifs indépendants des entreprises et des professionnels. Il faut également assurer partout une gestion démocratique.

Vivre vieux dans la dignité et le respect, c'est aussi un objectif de santé publique que le groupe des 9 rappellera lors des prochaines mobilisations notamment le 24 mars prochain.

Entre la Bourse et la Vie, nous choisissons la Vie !

Pour les 9 organisations de retraité·e·s :

Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)
Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)
Jacques Fogliarini (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
Roger Perret (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)
Michel Denieault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)